

LA RUSSIE
ET
LA CRISE BULGARE

PAR

ALEXANDRE G. DJUVARA

DÉPUTÉ

Lauréat de l'école des Sciences politiques de Paris.

«Le désir slave est sans
limites !»

Joseph de Maistre.



BUCAREST

IMPRIMERIE CHARLES GÖBL

14, STRADA DOAMNEI, 14.

1886

LA RUSSIE
ET
LA CRISE BULGARE

LA RUSSIE
ET
LA CRISE BULGARE

PAR

ALEXANDRE G. DJUVARA

DÉPUTÉ

Lauréat de l'école des Sciences politiques de Paris.

•Le désir slave est sans
•limites !•

Joseph de Maistre.



BUCAREST

IMPRIMERIE CHARLES GÖBL

14, STRADA DOAMNEI, 14.

1886

LA RUSSIE

ET

LA CRISE BULGARE

«Le désir slave est sans
«limites!»

Joseph de Maistre.

Ceux qui sont prêts à appliquer aux crises internationales des solutions empiriques et qui considèrent les rapports et les actions des peuples comme dérivant simplement du hasard, ne tiennent aucun compte des lois et des leçons de l'histoire. Inhabiles ou peu soucieux de remonter des effets aux causes, ils pensent que la meilleure politique est celle qui laisse les événements venir au fur et à mesure que les flots du temps les amène, sûrs qu'une fatalité inéluctable assigne aux nations un rôle en dehors duquel leur sphère d'action ne saurait s'étendre.

Ce sont les docteurs politiques qui ont prédit la perte irrémédiable de la Prusse après les conquêtes de Napoléon, qui ont déclaré le démembrement de la Pologne comme juste et qui sont prêts à tronquer certaines nations ou à les octroyer à d'autres, pour ne pas déranger les *arrêts mystérieux de la Providence*.

Cette manière d'envisager l'histoire, toute mystique et fataliste, n'est plus digne de notre âge.

Si tout paraît étonnant et décousu dans les événements, à ne regarder que les dehors et les surfaces, tout a une cause propre et tout a une suite. S'il en était autrement, la politique n'aurait pas de morale et pas de sanction. «Il y a en histoire, disait dernièrement encore un publiciste distingué, *des lois supérieures aux coups de main brutaux de la force*, aussi bien qu'aux savantes combinaisons de la politique.»

Lorsque l'on examine, par exemple, la carte de l'Europe du commencement de ce siècle et celle de 1886, on voit des différences considérables.

Dans la première :

Le centre de l'Europe est occupé par une foule de petits Etats, d'où les haines tracassières des populations et les convoitises des princes éloignent constamment le repos. Les frontières s'entre-

croisent de toute part; les agglomérations humaines inquiètes ne se livrent que péniblement aux échanges; les vexations sont nombreuses, les souffrances plus nombreuses encore. Le sentiment national n'est pas encore né et le mot *patrie* attend que des mains généreuses le gravent, entre des frontières, dans les esprits et dans les cœurs. C'est là l'empire germanique qui a une population de 28 à 30 millions d'habitants. Mais ce nom d'empire ne désigne qu'une fédération extrêmement lâche d'Etats, dont l'origine et la nature varient autant que l'étendue et la population. Royaume, archiduché, électors, duchés, landgraviats et margraviats, comtés-principiers et principautés, comtés et seigneuries, archevêchés et évêchés, abbayés et prévôtés, villes libres et villages d'empire, terres de noblesse immédiate et garnebinats, — tous ensemble se heurtent, s'entremêlent, par suite des convulsions historiques et des fantaisies du droit public du temps. Et ce chaos constitue un empire en tête duquel un *empereur*, toujours auguste, roi de Germanie, a, seul, droit à la qualification de *Majesté*; empereur, dont on comprend aisément l'importance en se rappelant qu'il a comme revenu fixe la taxe sur les Juifs de Francfort et de Worms et l'impôt annuel des villes impé-

riales, en tout, raconte-t-on, 13.000 florins et 32 kreutzer!*)

Voilà l'Allemagne du commencement de ce siècle!

A l'Est de l'Europe, le colosse russe, une extrémité fixée dans les glaces polaires, poursuit sa politique traditionnelle. Ce n'est pas au Nord, où l'activité reste engourdie comme un fluide que le froid cristallise, que la Russie cherchera un terrain d'expansion et de vie; elle ira conquérir laborieusement, à grand renfort de violence ou d'astuce, l'espace qui doit la rapprocher du centre de l'Europe. Aucune idée généreuse et libérale ne circule dans les sphères dirigeantes ou au milieu du peuple qui habite ces déserts de neige; les habitants de ces contrées désolées, sont soumis à la servitude la plus complète. La Russie n'est pas encore entrée d'une façon suivie et déterminante dans la sphère d'action politique européenne; néanmoins, son action en Orient prend, de jour en jour, des proportions plus inquiétantes: elle se partage l'influence avec la Turquie, devenue de plus en plus *malade* et que l'Europe va soigner et secourir!

*) Pour tout ce qui regarde la formation territoriale des Etats du centre de l'Europe, consulter l'œuvre magistrale de M. Auguste Himly, auquel nous avons fait de précieux emprunts.

La péninsule des Balkans, offre un spectacle attristant. Des peuples différents de race, de religion et de mœurs, englobés dans les provinces turques, vivent superposés et se heurtent les uns aux autres sous l'oppression de la Sublime-Porte qui les donne en exploitation aux princes phanariotes et aux pachas dont elle veut récompenser les services. Si, parmi ces peuples, il en est qui gardent encore quelque conscience de leur race et de leur passé glorieux, il en est bien peu qui entrevoient le moment de leur délivrance. Ils espèrent : de l'excès du mal va jaillir leur renaissance ! L'Europe ne connaît ces peuples que peu, ou pas du tout ; et si elle s'inquiète parfois de leurs destinées, ce n'est que par convoitise et par désir d'extension territoriale.

Le souffle puissant et généreux de la Révolution Française n'a pas encore couru sur notre continent, et les armes triomphantes de Napoléon n'ont pas encore montré à l'Europe consternée ce que peut un *peuple libre*, conscient de son *unité nationale*.

Que l'on considère maintenant la carte actuelle de notre continent, aux points mêmes que nous venons d'examiner.

Au centre de l'Europe, on voit établie une masse compacte : c'est l'*Allemagne*.

Il y a longtemps que les petits territoires équestres, municipaux, ecclésiastiques, des villes libres, ont été médiatisés, sécularisés, englobés, fondus. La *Confédération germanique* de 1815, avec ses trois facteurs : Autriche, Prusse, Etats-moyens, s'est depuis longtemps élargie et fortifiée à la suite des aspirations unitaires et du travail opiniâtre des patriotes allemands. « Les entraves causées par l'existence d'un grand nombre d'Etats et de tarifs écrasants, à chacune de leur lignes limitrophes. et qui paralysaient les efforts du génie industriel et commercial, enlacé dans les mailles multipliées de l'administration douanière », disparaissent peu à peu, battues en brèche par le *Zollverein*. Le souffle des réformes court de toute part, tandis qu'un génie audacieux et dont la bonne fortune n'a point encore été trahie conduit les destinées de la Prusse et poursuit le rêve de l'unité allemande à travers les événements qui se précipitent. Le traité de Prague ratifie la dissolution de la Confédération germanique et pose les bases d'une organisation nouvelle de l'Allemagne, en dehors de l'Autriche.

Le 21 octobre 1866, le roi de Saxe, qui, seul, était resté en dehors de l'*union préliminaire* des Etats allemands, s'exécute, à son tour, et, le 16 avril 1867, un parlement constituant ouvert à

Berlin, la même année, adopte la nouvelle Constitution fédérale, qui achève d'établir la *Confédération de l'Allemagne du Nord*. La guerre de 1870 précipite l'œuvre de l'unité nationale allemande et, le 18 février 1871, Guillaume I-er est proclamé Empereur allemand, conduisant les destinées de 41 millions d'habitants.

Ce sont là des faits.

Ces faits sont de nature à étonner tous ceux qui ne se sont pas donné la peine d'étudier les forces qui ont agi derrière eux et qui les ont produits.

Tous ceux qui connaissent le travail persévérant du peuple allemand n'en ont pas été surpris. Aujourd'hui l'Allemagne entière, soumise à l'instruction et au service obligatoire, *) présente une unité de vue et d'action qui la rend maîtresse de l'heure actuelle; elle soutient, par une armée qui peut facilement passer à un pied de guerre de 1.300.000 soldats, la *politique de paix* qu'elle préconise depuis 1870 et dont elle est la première à donner l'exemple.

Appuyé sur «sa formidable machine de guerre

*) Voir à ce propos une remarquable étude de Mr. *Albert Sorel* sur la *Discipline prussienne*, l'instruction obligatoire et le militarisme, dans la *Revue des deux Mondes* du 15 mai 1871.

perpétuellement maintenue en haleine par la sévère discipline prussienne, l'Etat des Hohenzollern, qu'il y a deux cents ans, commençait à peine à se faire connaître avec le grand-électeur, qui, il y a un siècle, avait besoin du génie du grand Frédéric pour rester à la hauteur d'un rôle européen, ne cache plus sa prétention de tenir le *premier rang* parmi les *puissances du monde entier.* *)

En présence de l'Allemagne, ayant moins de ressorts d'activité et d'énergie, partant moins de force, mais plus inquiétante et plus dangereuse pour la péninsule balcanique, se dresse la Russie actuelle. Elle a continué, avec une persévérance digne de plus justes aspirations, à se frayer des chemins vers l'Europe centrale à travers les pays mutilés.

La Baltique a vu son pavillon triomphant et les plaines de la Pologne résonnent encore de l'écho des cris de détresse du peuple-martyr. Armée du glaive et de la croix, la formidable puissance du Nord a répandu la terreur au nom de *la voix du sang* et de *l'orthodoxie*; habile à manier ces armes redoutables, elle a, coup sur coup,

*) A. Himly. loc cit.

essayé de donner aux peuples qu'elle a pris sous sa protection: l'espoir d'abord, la mort ensuite.

Si on l'a parfois vue défendre, les armes à la main et à grand fracas d'humanitarisme, les intérêts de quelques peuples de l'Orient, elle ne l'a jamais fait que dans le but de s'assurer un profit immédiat ou lointain. C'est ainsi qu'en créant à San-Stephano une *Grande-Bulgarie*, elle comptait bien s'en servir comme d'une avant-garde docile de ses visées panslavistes, tout en se faisant l'illusion que l'Europe accèderait à ses rêves ambitieux. Les événements récents se sont chargés de dévoiler ces agissements à ceux-là même qui voulaient encore garder des doutes à ce sujet. Nous ne pensons apprendre rien de nouveau à personne en disant aujourd'hui que si la Russie désire la formation d'une Grande-Bulgarie, elle ne la désire que comme devant être un humble satellite, si ce n'est une province moscovite recevant d'elle ses lumières et sa force.

En ce qui concerne le sort des populations de l'empire Russe, nous avons peu de changements à enregistrer depuis le commencement du siècle. La réforme de l'émancipation des serfs s'est opérée dans des conditions désastreuses pour les paysans russes; le rachat de leurs terres les a écrasés de charges qui ne les ont arrachés au servage

que pour les rendre plus esclaves encore. Devenant l'usurier des paysans qui devaient payer leurs propriétés, l'Etat a rançonné ces malheureux d'une rude manière. Les redevances du rachat et l'intérêt de l'argent prêté par l'Etat s'ajoutant aux impôts ont dépassé le revenu normal du sol, et cette liquidation soi-disant libérale s'est faite dans des conditions telles que le paysan, devenu propriétaire, non seulement n'a pu profiter en rien du terrain cultivé, mais encore a dû payer une différence notable par le travail manuel. Le paysan est arrivé au dernier terme de la misère. C'est ainsi que les serfs russes sont devenus propriétaires mais appauvris et esclaves d'une administration tyrannique qui ne leur abandonne que juste les libertés municipales que le pouvoir central ne peut pas absorber à cause de l'étendue du territoire. D'ailleurs, peut-il y avoir liberté en bas et oppression en haut? Nous ne le pensons pas.

Ainsi donc, de quelque manière que l'on examine la situation de la Russie, on découvre les inconséquences de sa politique couverte d'artifices et d'expédients. Du côté de la péninsule des Balkans ses rêves de conquête ne peuvent se parer d'aucun prétexte plausible: ce n'est pas au nom de la civilisation qu'une autocratie tyrannique peut motiver ses essais d'envahissement sur des peu-

ples devenus indépendants et pratiquant la liberté.

D'ailleurs, la péninsule des Balkans, n'est plus ce qu'elle était au début de ce siècle. Conscients de leurs devoirs et de leurs droits, les peuples qui habitent cette péninsule renaissent à la vie, et, fortifiés par l'ampleur que donnent à leur énergie les bienfaits de la liberté, ils entendent, indépendants et guidés par leur propre génie, poursuivre leurs destinées. Il est vrai que des esprits désillusionnés ou intéressés ont souvent insinué, par la presse et dans divers écrits, que le mouvement des peuples des Balkans n'était dû qu'à des agissements occultes et à la main mystérieuse de quelque grande puissance. Est-il besoin d'insister pour faire ressortir ce qu'une telle appréciation a de malveillant et d'erroné? Croit-on que les petits peuples ne soient pas tout aussi capables que les grands d'avoir une conscience nationale? Ce serait là, une grave, une grossière erreur. La conscience nationale ne se mesure pas au chiffre de population ni à l'étendue du territoire que ces populations occupent. La confiance qu'a un peuple dans ses destinées s'appuie plus sur la certitude de ses droits imprescriptibles que sur le concours matériel de sa force numérique. Rien ne peut donner à une nation l'élan et l'énergie que lui assurent son unité nationale et ses libertés

conquises: il suffit de se rappeler la lutte épique que la France a soutenue contre l'Europe, pour se le persuader.

Si nous avons insisté quelque peu sur des événements historiques qui ne paraissent pas avoir une relation immédiate avec la crise orientale actuelle, ce n'est pas sans motif. Il nous a semblé nécessaire, en indiquant ce qu'a été et ce qu'est l'Allemagne, de faire ressortir ses progrès considérables et sa force présente. Cette force n'est pas due à des circonstances fortuites que des événements surprenants ont amenées et que des événements pareils peuvent détruire; elle est le résultat d'un développement soutenu, permanent, continu, qui lui réservera pendant longtemps la prépondérance qu'elle s'est acquise.

D'un autre côté, en essayant de faire ressortir les tendances d'extension de la Russie et son rôle de plus en plus prépondérant dans les affaires d'Orient, nous avons entendu mettre en présence son action et celle de l'Allemagne, comme étant les deux facteurs déterminants dans la crise actuelle.

En effet, la Turquie, inerte, laisse échapper de plus en plus les fils politiques de ses mains caduques. Elle semble assister sans étonnement à un spectacle qui ne la concerne plus.

L'Autriche-Hongrie qui, à cause de sa position avancée dans la péninsule balcanique, ne saurait se désintéresser de la marche des affaires orientales, a trop à faire chez elle pour chercher à se susciter les embarras que toute politique d'extension entraînerait. Toute son énergie s'épuise en d'ingénieuses combinaisons pour soutenir l'édifice de son organisation politique qui recèle tous les dangers d'un équilibre instable. Il serait donc injuste de lui attribuer une politique agressive. Les soucis de sa politique intérieure où elle doit, à force de prudence et d'incessantes réformes, maîtriser les revendications des diverses nationalités, la forcent à désirer vivement la paix; aussi la voit-on depuis longtemps déjà joindre ses efforts à ceux de l'Allemagne pour conjurer le danger de plus en plus menaçant d'une conflagration générale qui pourrait avoir pour elle les plus facheuses conséquences.

On a souvent prononcé, il est vrai, le nom de l'Angleterre à l'occasion des derniers événements; mais, si tant est que la grande Bretagne ait pu exercer quelque influence sur le prince Alexandre I-er, doit-on attribuer ses démarches à l'intérêt direct qu'elle prend aux peuples de l'Orient ou aux relations suraiguës de sa diplomatie avec le gouvernement russe ?

Ce n'est un secret pour personne que la Russie suit deux marches simultanées : l'une vers le Bosphore, l'autre vers le Gange. Créer des embarras aux visées russes en Europe c'est entraver leurs progrès en Asie. N'oublions pas que les Indes sont le centre de gravité des colonies anglaises et que, lorsque l'Angleterre se montre intéressée dans la politique de l'Orient européen, ce n'est pas cet Orient, mais bien le Nord des Indes qui l'inquiète.

Et, maintenant que nous avons établi ce fait que l'Allemagne et la Russie seules ont pu et peuvent avoir une action décisive sur la crise actuelle et en général sur la marche des affaires d'Orient, essayons d'examiner cette crise dans ses traits les plus saillants et de démêler l'influence que les gouvernements de St. Pétersbourg et de Berlin ont pu avoir dans les événements qui préoccupent tant le monde politique.

Nous n'avons pas à revenir sur les faits mêmes; tout le monde les connaît.

Il ressort de la réponse faite par le Tzar au Prince de Battenberg, que la Russie est au moins moralement responsable du coup de main du 21 août 1886. D'ailleurs, l'enthousiasme avec lequel le peuple bulgare a accueilli le retour du prince, la facilité avec laquelle s'est opéré le

contre-mouvement prouvent assez qu'une main puissante a fait agir les factieux qui se sont si brutalement emparés du prince. Cet attentat inouï, commis par l'instrument d'une trahison militaire, mérite le plus sévère jugement. Qu'on puisse trouver dans les armées des Grueff, le fait, tout déplorable qu'il soit, n'est pas sans précédent ; mais, qu'une grande puissance se fasse commanditaire et patronne des *pronunciamentos* les plus violents, dans un pays où son action directe n'a, en droit strict, aucune excuse, c'est là assurément une chose sans précédent. Il était réservé à notre siècle vieilli d'enregistrer ce crime international impardonnable.

On s'est demandé si le prince Alexandre a bien fait de retourner à Sophia. Les journaux anglais, notamment, se sont maintes fois posé la question sans vouloir y trouver de réponse. Heureusement, cette réponse, c'est le prince de Bulgarie lui-même qui s'est chargé de la donner. Pouvait-il demeurer sous le coup de l'impression que l'attentat de Sophia avait produit dans le monde entier ? Devait-il laisser croire aux uns et exploiter par d'autres que c'était la nation bulgare qui l'avait déposé ? C'eût été vraiment faire trop beau jeu à la Russie que d'hésiter à démasquer le coup de violence et de trahison dont il était

victime. Aussi, en rentrant dans le pays qui l'avait choisi comme prince et où son souvenir reste si profondément gravé dans les cœurs, Alexandre de Battenberg a fait preuve d'un tact suprême et montré à l'Europe qu'il est aussi profond politique que vaillant capitaine.

On a également jugé très sévèrement la démarche qu'il a faite auprès du Tzar dans le but d'éviter de nouvelles complications à son pays. L'air d'obéissance que le prince a pris vis-à-vis de l'Empereur peut être une faute politique; mais cette démarche a eu la précieuse vertu de mettre à jour ce que tout le monde savait déjà—mais ce qui n'était pas ouvertement reconnu—à savoir, qu'une grande puissance qui croit avoir une mission historique en Orient, peut, au mépris d'un traité formel et solennellement conclu, violer les droits d'une nation jeune et sympathique, sous couleur de bienveillant attachement.

Quoi de plus étonnant aussi que cet abandon de la couronne princière de Bulgarie entre les mains du Tzar? Suzeraineté nominale de la Porte, stipulations du traité de Berlin, tout est méconnu, tout est violemment atteint!

N'a-t-on pas insinué avec impudence que des sentiments pusillanimes ont décidé le prince Alexandre à abdiquer?

Arraché de son palais, la nuit, traîtreusement, honteusement, par une main invisible mais dont le poids lui a toujours été présent, par une main qui plus tard devait préparer de grossiers mais significatifs attentats contre sa personne, l'a-t-on jamais vu pâlir de faiblesse, ce vaillant capitaine dont la voix a retenti, glorieuse, sur les champs de bataille?

Si le prince de Battenberg a abdiqué, c'est qu'il s'est probablement dit, qu'après avoir aidé le peuple bulgare à conquérir sa place au soleil, qu'après lui avoir donné son dévouement et son courage, il lui devait une preuve éclatante d'abnégation, et qu'en ce siècle où les appétits de gloriole sont si puissants, il pouvait, lui, à qui la gloire est familière, sacrifier son trône pour ne pas léguer la guerre civile à sa patrie adoptive; que du moins, si une guerre fratricide, qu'un pouvoir occulte et implacable prépare aux Bulgares, devait éclater, il ne voulait pas qu'elle prît son nom et sa personne pour motif. Alexandre I-er, le prince vaillant de Bulgarie, que les patriotes italiens trouvent digne d'appartenir à la maison de Savoie, s'en est allé la tête haute, comme un homme qui a accompli son devoir; car, suivant la belle pensée de M. Bonghi, «Le prince a pour lui l'opinion de toute l'Europe civilisée, surtout de l'Al-

lemagne et de *tous les gouvernements qui savent encore rougir.*»

D'ailleurs, l'oppression que l'on exerce actuellement sur la sympathie légitime du peuple bulgare portera des fruits amers pour la Russie. L'ombre des héros bulgares morts sur les champs de bataille de Slivnitza a dû tressaillir en apprenant que *la voix du sang* et *l'orthodoxie* sont les mots d'ordre des guet-apens et des attentats politiques. Les Bulgares sauront à l'avenir — car les Bulgares ont un avenir, quoi qu'en puisse penser la Russie — ce que veulent dire les protestations de sympathie moscovite. Les peuples qui ont entrevu la liberté, ne fût-ce que comme une lointaine lueur, n'aiment plus le joug, pas même le joug orthodoxe; et les Slaves danubiens ont déjà dit, depuis longtemps : « *Le joug turc est de bois, le joug russe est de fer.* »

L'attitude de l'Allemagne a étonné au plus haut point le monde politique. Si, comme on l'affirme, la triple alliance existe et n'a pour but que le maintien de la paix, en soutenant en cette occasion la Russie, l'Allemagne a-t-elle suivi une bonne et sage politique? Voulant momentanément écarter le danger d'une conflagration imminente, a-t-elle agi dans l'intérêt d'une paix à longue échéance en parant au plus pressé et n'y

a-t-il pas lieu de craindre que le danger ne revienne plus menaçant, augmenté des convoitises mises en appétit ?

Il n'y a pas, croyons nous, d'illusions à se faire ; la Russie victorieuse en Bulgarie n'arrêtera pas là ses visées et sous peu, peut-être, l'Allemagne sera mise en demeure de se prononcer en faveur de nouvelles demandes.

Le fera-t-elle ? Nous ne le pensons pas, car, à notre avis, ce que l'Allemagne a fait est le *maximum* de ce qu'elle peut faire.

Que la Russie ne se trompe donc point sur la valeur des concessions que l'Allemagne lui a accordées à l'occasion de la crise actuelle. Ces concessions sont faites dans l'intérêt de la paix générale et non point comme sanction des prétentions russes en Orient. Si le gouvernement de Berlin paraît avoir abandonné le prince Alexandre, c'est que pour le moment la situation est tendue à l'extrême. Le premier coup de fusil qui serait tiré à cette heure aurait un écho retentissant. La diplomatie a fait ce qu'elle a pu, les conférences ont donné ce qu'elles pouvaient donner, et, il faut malheureusement le reconnaître, en présence des compétitions de jour en jour plus manifestement accentuées, en présence des haines devenues de jour en jour plus aiguës, il n'y a que les armes et leur cor-

tège sanglant qui puissent encore refréner les appétits.

Cette politique à outrance est particulièrement dangereuse pour la grande puissance du Nord.

Que la Russie se souvienne de la double déception de Plevna et de Berlin, de l'implacable campagne des terroristes, du desarroi d'un gouvernement sans direction et qu'elle réfléchisse. Chez elle «les classes cultivées de la société et *l'intelligence* semblent être arrivées au point où, pour tromper leur appétit de réformes et de liberté, le gouvernement impérial n'a d'autres ressources que des diversions extérieures, d'héroïques aventures pour lesquelles la Russie n'est prête ni diplomatiquement, ni financièrement, ni militairement... Le gouvernement, dix fois séculaire de la Russie, se sentira de plus en plus obligé de choisir entre les réformes du dedans et les campagnes du dehors, entre la liberté et la gloire. La dernière guerre d'Orient lui a enseigné combien est risqué et incertain un pareil jeu même avec des victoires. Souvent la guerre met rudement à nu les plaies d'un pays, rend palpables les vices d'un gouvernement et la nécessité d'un contrôle.»*)

Ce danger intérieur de la Russie, cette plaie

*) Anatole Leroy-Beaulieu, L'empire des Tzars et les Russes.

ardente qu'elle porte dans ses flancs, il faut le dire hautement, est la sauvegarde la plus précieuse des peuples de la péninsule balcanique. Travaillée incessamment par des commotions de plus en plus violentes et dont elle finira par apprécier la juste raison d'être et les dangers, la Russie n'aura dans l'avenir que peu de loisirs pour faire de nouveaux esclaves. L'évolution est commencée chez elle depuis longtemps; cette évolution suivra sa marche naturelle. Si les revendications s'effacent parfois et ne sonnent pas ouvertement la fanfare des luttes civiles, elles n'en existent pas moins dans les esprits et dans les cœurs et se traduisent tôt ou tard en *ultimatums* comme les peuples en détresse savent en imposer à la tyrannie.

En consultant la „*mémoire vénérée*“ dont parle la réponse de l'Empereur au prince de Battenberg, le Tzar Alexandre III aurait dû se souvenir des paroles prophétiques du Tzar Alexandre II: „Réforme d'en haut ou Révolution d'en bas!“

C'est que les rêves de conquête et les aventures ambitieuses ne suffisent plus aux aspirations et aux besoins des peuples modernes. Les peuples ne sont grands que par l'action bienfaisante qu'ils exercent sur eux-mêmes et sur les autres peuples. *L'oppression «paternelle»*, à l'intérieur des Etats, révolte la conscience des nations

aussi bien que la *tutelle absorbante* exercée sur les peuples d'au-delà des frontières.

Nous ne saurions terminer ces simples remarques sur la crise actuelle et la politique générale sans essayer de tirer quelques enseignements pour notre propre pays. Les derniers événements sont de la plus haute importance pour la Roumanie. En dévoilant les pensées intimes de notre redoutable voisin du Nord, la crise actuelle doit nous faire penser à l'avenir, malheureusement gros de nuages, à cause de la place que nous occupons sur le continent européen. Que l'on n'oublie pas les paroles de Joseph de Maistre: «*Le désir slave est sans limites!*»; qu'on ne les oublie pas à cette heure surtout où une grande puissance revêt ses appétits des dehors d'une mission providentielle en Orient. Qu'on n'oublie pas que la Russie est une autocratie, que ses appétits ne trouvent pas dans le pays même ce frein constitutionnel qui modère les autres gouvernements; qu'on se souvienne qu'en Russie *loi* veut dire *bon plaisir*. La conscience historique de notre nation, vivante et inquiète, nous indiquera le danger que nous courons pour peu que nous ayions le souci et le courage de la consulter et d'écouter ses conseils.

Il fut un temps—et ce temps est assez éloigné

du nôtre pour que nous puissions le juger avec impartialité et assez près de nous pour que nous en ayions tous les détails présents à la mémoire — où la Russie protectrice reconnue de notre pays, caressait le rêve de notre annexion. L'absorption de la Roumanie dans la grande masse slave n'était pour l'empire des Tzars qu'une question de temps. Par quel miracle, par quelles luttes opiniâtres et héroïques la Roumanie a pu échapper aux etreintes du colosse, nous n'avons pas à le rappeler aujourd'hui. Qu'il nous suffise de dire qu'à certaine époque de notre histoire le consul russe faisait la loi aux Roumains et que le prince régnant sur notre pays assistait en personne, respectueux et pénétré d'une onction tout orthodoxe, aux *Te Deum* solennels célébrant les fêtes de l'empereur moscovite. Le soir, il y avait grand bal après réception officielle au palais, et celui qui conduisait les destinées des descendants de Trajan ressemblait plutôt à un gouverneur russe qu'au prince d'une nation indépendante et libre.

Ce sont là aussi des faits; mais ces faits, tout en indiquant les progrès incontestables que la Roumanie a accomplis depuis le commencement et surtout depuis la moitié de ce siècle, laissent entrevoir quel doit être à St. Pétersbourg le dépit des espérances avortées. Un grand Etat dont la loi

est l'arbitraire ne renonce pas à ses rêves d'extension si longuement, si chèrement caressés, sans tenter un dernier, un suprême effort. Cet effort, la Russie le tentera un jour; le moment se fera peut-être attendre, mais il finira par sonner.

«La Russie, voilà le danger!», c'est là le cri que la conscience historique de notre pays pousse à l'heure actuelle.

Il est vrai que les temps ne sont plus les mêmes qu'autrefois: il n'y a plus chez nous de faction qui tourne les yeux vers l'étranger et pour faire une politique franchement russe, il ne reste, heureusement, en Roumanie, que quelques rejetons abâtardis des anciens boyards de la décadence, que l'esprit public est prêt à flétrir au premier signe de vie qu'ils pourraient donner. Car il faut, hélas! le dire: les compétitions étrangères ne deviennent un véritable danger pour un pays que lorsqu'elles trouvent un écho dans le pays même, parmi ces hommes déchus auprès desquels les intérêts personnels sonnent plus haut que les devoirs envers la patrie. La race des Dragan Zancoff et des Grueff diminue tous les jours, au fur et à mesure que la conscience nationale et l'esprit d'indépendance pénètrent dans les cœurs.

Les publicistes qui se sont occupés des affaires d'Orient opposent souvent au *panslavisme* dont

nous avons parlé, des tendances qui, paraît-il, ne seraient pas moins dangereuses et qu'ils désignent sous le nom de *pangermanisme*. — « *Drang nach Osten!* », telle est formule qui, disent-ils, anime la politique des hommes d'État de Berlin. Ils considèrent l'Autriche-Hongrie comme l'avant-garde de l'Allemagne dans la vallée du Bas-Danube et prêtent, comme instrument de lutte, au grand empire du centre, la *culture* germanique. Ce nouveau danger, même tel qu'il est présenté par ces publicistes, est loin d'avoir l'importance et la portée immédiate du danger dont nous menace la Russie. En effet, des visées de propagande opérées par l'intermédiaire d'une puissance qui, comme l'Autriche-Hongrie, ne peut toucher aux diverses nationalités qu'avec un tact extrême et d'infinis ménagements, peuvent-elles être comparées aux coups de mains brutaux dont la Russie nous offre le triste et permanent spectacle? On ne saurait le prétendre. La Hongrie, du reste, constitue une digue précieuse contre l'épanchement du germanisme en Orient, et nous ne voyons pas par quels moyens la culture germanique pourrait envahir et maîtriser les pays des Balkans habités par tant de races et de nationalités différentes et réfractaires à cette culture.

D'ailleurs nous l'avons déjà dit et c'est là un fait dont personne ne songe à nier l'importance :

l'Allemagne non seulement désire, depuis 1870, la paix, mais tous les efforts de sa diplomatie, tout le poids de son prestige et de sa force n'ont d'autre but que l'affermissement et la prolongation de cette paix tant désirée.

La modération dont l'Allemagne a fait preuve est un exemple sans précédent dans l'histoire, surtout lorsque l'on tient compte des forces considérables dont elle dispose. A combien d'entrainements n'a-t-elle pas su résister. Aussi la conduite du grand empire suggère-t-elle à l'historien des pensées consolantes : les Etats vraiment forts sont souvent les plus tolérants et les plus modérés.

Il faut espérer que la politique de conquête sera de moins en moins suivie et que les peuples ne vivront plus sous la menace constante des horreurs de la guerre.

Le pied de militarisme sur lequel les puissances européennes se trouvent actuellement organisées, et qui, en présence des luttes ardentes de la diplomatie, est devenu une nécessité impérieuse et presque une loi de conservation, ne saurait durer encore longtemps. Les gouvernements se trouvent aux prises avec des difficultés d'ordre intérieur insurmontables; les budgets deviennent écrasants pour les populations appauvries par des

besoins croissants et le travail humain, toujours en haleine et sur le qui-vive, est paralysé dans ses efforts par ces appareils de guerre formidables qui sans cesse le menacent. Une réaction puissante ne saurait se faire attendre. Les nations qui ne poursuivent que des rêves de conquête ne pourront échapper, quoi qu'elles puissent faire, aux lois de l'histoire qui veulent que chaque politique entraîne des conséquences inéluctables.

«Si un Etat suit une politique violente ou vexatoire à l'égard de ses voisins, il peut les contraindre à la supporter aussi longtemps qu'il demeure le plus fort, mais il provoque et excite des haines qui éclatent tôt ou tard contre lui.... Il n'y pas d'acte politique qui puisse être commis impunément, parce qu'il n'y en a pas qui ne produise pas de conséquences. Il se peut, sans doute, que dans l'espace d'une vie d'homme, le temps manque pour que ces conséquences éclatent au grand jour; elles se manifestent plus tard, elles se manifestent infailliblement. Les hommes politiques peuvent quelque fois jouir de l'impunité, parce qu'ils meurent; les nations ne le peuvent jamais, parce qu'elles vivent toujours assez longtemps pour subir les conséquences de leurs actes.

La destruction, loin de leur assurer l'impunité, est pour elles la dernière et la plus terrible conséquence de leurs aberrations ou de leurs crimes. *)

Et, qu'on veuille bien le remarquer, ce n'est pas au nom d'un principe de justice spéculative que ces lignes sont écrites, elles recèlent une loi historique que la sagesse du peuple roumain a traduit par un aphorisme bien connu :

« Qui sème du vent récolte des tempêtes. »

La Roumanie doit continuer à suivre sa politique nationale : pas d'inféodation exclusive à une seule direction, mais examen consciencieux des éléments et des forces à un moment donné et décision selon les intérêts suprêmes du pays. Mais, les termes d'une politique vraiment nationale n'excluent pas — bien au contraire — des relations particulièrement étroites et amicales avec l'une des puissances qui se partagent la prépondérance dans les affaires internationales ; à cette heure, c'est du côté du centre de l'Europe que la Roumanie doit tourner ses regards.

31 août, (11 Septembre) 1886.

*) Th. Funck-Brentano et Albert Sorel.

DOCUMENTS

Télégrammes échangés entre le Prince Alexandre et le Tzar.

1. Télégramme du prince Alexandre.

Sire,

“ Ayant repris en mains le gouvernement de mon pays,
“ j’ose soumettre à Votre Majesté l’expression de mes re-
“ merciements pour l’attitude de votre représentant à Rou-
“ stchouk. Celui-ci, par sa présence officielle à la réception
“ qui m’a été faite, a montré au peuple bulgare que le gou-
“ vernement impérial ne saurait approuver l’acte révo-
“ lutionnaire dirigé contre ma personne. En même temps,
“ je sollicite de Votre Majesté la permission de Lui sou-
“ mettre l’expression de toute ma gratitude pour l’envoi
“ qu’elle a daigné ordonner en Bulgarie du général Dol-
“ goroukoff. Car, en reprenant le pouvoir légal en
“ mains, mon premier acte est d’exprimer à Votre
“ Majesté une ferme intention de faire tous les sacrifices
“ nécessaires, afin d’aider la magnanime intention de
“ Votre Majesté de faire sortir la Bulgarie de la crise
“ grave qu’elle traverse. Je prie Votre Majesté d’au-
“ toriser le général Dolgoroukoff à se concerter le plus
“ vite possible et directement avec moi. Je serais heu-
“ reux de pouvoir donner à Votre Majesté la preuve
“ définitive du dévouement inaltérable dont je suis animé

« envers Votre auguste personne. Le principe monarchique me force à rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné ma couronne, c'est entre les mains de son Souverain que je suis prêt à la remettre. »

2. Télégramme du Tzar.

« J'ai reçu le télégramme de Votre Altesse. Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, prévoyant les conséquences sinistres qu'il peut entraîner pour le pays bulgare, déjà si éprouvé. La mission du général Dolgoroukoff devient inopportune; je m'abstiendrai de toute immixtion dans le triste état de choses auquel la Bulgarie est réduite tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qu'elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient? »

(Agence Havas).

Allocution du Prince aux officiers bulgares.

Après avoir assisté aux manœuvres, le Prince descendit de cheval et, entouré de son état-major et d'environ 150 officiers, il fit l'historique de son élection au trône de Bulgarie.

« Par la force des choses, dit-il, au bout de quelques années de règne, ma politique fut en opposition avec les vœux de la Russie relativement à ce pays, parce que cette politique était une politique nationale et indépendante.

« On a dit que ma personne était la cause de la divergence d'idées qui s'est manifestée entre la Russie

et la Bulgarie. On verra plus tard si c'est la personne ou la fonction même du Prince de Bulgarie qui est un obstacle à l'accord des deux pays dans le cas où la Russie poursuivrait une politique absorbante en Bulgarie.

« Je quitte le pouvoir, puisque ma présence pourrait amener de grands malheurs sur ce pays. Je pars toutefois avec la conviction que votre indépendance sera sauvegardée »

Et le Prince fit part aux officiers de la réponse des consuls et il ajouta :

« Le Tsar est un homme tenace dans ses idées, mais c'est un honnête homme. Il tiendra sa parole. Je vous recommande à vous, qui m'avez donné des preuves de votre fidélité jusqu'au dernier moment, de rester muets et de soutenir le nouvel état de choses. Je sais que mon départ vous désespère, mais n'insistez pas, ne cherchez pas à me retenir. Tout sera inutile. »

Le prince fut acclamé. Les officiers répondirent en disant au Prince : « Sans vous, il n'y aura plus de Bulgarie. Vous nous reviendrez. »

Le Prince embrassa ensuite de nombreux officiers qui le prirent dans leurs bras et le portèrent jusqu'à son cheval.

Le Prince fut accompagné par les hourrhas des troupes (Agence Havas)

Proclamation d'abdication du Prince Alexandre

« Après avoir été convaincu de la triste vérité que notre départ de Bulgarie facilitera l'établissement des bonnes relations entre le pays et la Russie libératrice,

et après avoir reçu l'assurance du gouvernement de l'Empereur de Russie que l'indépendance, la liberté et les droits de notre Etat resteront intacts et que personne ne s'ingèrera dans ses affaires intérieures, Je déclare à mon peuple bien aimé que je renonce au trône bulgare, désirant prouver à tous combien me sont chers les intérêts de notre patrie, et que pour son indépendance, Je suis prêt à tout sacrifier, même ce qui m'est plus cher que la vie.

«En exprimant mon sincère remerciement pour le dévouement que le peuple me conserva aux jours heureux, aussi bien qu'aux jours tristes, que le trône et le peuple eurent à passer depuis mon arrivée en Bulgarie, Je sors de la principauté en invoquant Dieu jusqu'à la fin de mes jours, pour qu'il conserve son aide à la Bulgarie et la rende grande, forte, heureuse, unie et indépendante.

«Je nomme comme régents : M M. Stambouloff, Karaveloff, Moutkouroff.

«J'ordonne à tout citoyen bulgare de se soumettre aux ordres de la régence nommée par moi et à ses dispositions, et de conserver au pays sa tranquillité, afin d'éviter de compliquer la situation déjà difficile de la Patrie.

«Que Dieu protège la Bulgarie!

«Donné à ma résidence de Sofia, le 26 août 1886.»

(Signé) **Alexandre.**

(Agence Havas).

